

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Lagrandeur

Prénom : Olivier

Institution ou entreprise : Data Inceptio

Axe(s) :

- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Vers une économie digitalisée européenne et la définition d'une nouvelle citoyenneté : un nouveau contrat social entre les pouvoirs publics et privés

Résumé de votre contribution :

Je m'appelle Olivier Lagrandeur et suis dirigeant d'une TPE du nom de Data Inceptio. Inceptio signifie le commencement en latin. J'ai créé mon entreprise il y a 3 ans en faisant le constat dans mon métier du digital qu'un logiciel allait automatiser ma fonction au sein de la plupart des sociétés pour lesquelles je pouvais travailler. J'ai donc décidé d'adresser une nouvelle problématique quasi vierge et émergente en France, le traitement de la donnée et son analyse à des fins business et citoyenne. Je forme aujourd'hui 3 ans plus tard, 500 futurs diplômés en École de Commerce et d'Ingénieurs en France dans la région de Nantes dans 5 écoles et des professionnels aguerris dans le domaine de la data analyse appliquée au marketing, à la RH ou la finance. Je conseille plusieurs entreprises sur leurs stratégies data et c'est dans ce contexte, que je vous adresse ma contribution, fruit de plusieurs années de lectures et de constats opérationnels dans les entreprises françaises qui prennent un regard nouveau aux vues de la crise sanitaire que le monde traverse.

Contribution à un avenir soutenable :

Vers une économie digitalisée européenne et la définition d'une nouvelle citoyenneté : un nouveau contrat social entre les pouvoirs public et privé

J'ai fait un constat difficile à admettre, à travers 25 ans d'expérience professionnelle et personnelle sur le développement de l'Internet, le monde a changé en 20 ans sous nos yeux mais l'Europe n'a pas pris le virage de l'Internet avec autant de vigueur et de force qu'ont pu le faire d'autres pays puissants tel que les États-Unis ou la Chine. C'est peut-être une évidence mais l'Europe demeure et reste une consommatrice des services Internet mais en aucun cas ne participe à la cocréation de l'Internet, en considérant ce formidable outil comme un actif stratégique de sa construction. Nous sommes restés des acteurs mineurs dans le déploiement des technologies qui façonnent aujourd'hui le monde et la crise sanitaire que l'Europe et la France traversent, témoigne de notre totale dépendance aux technologies américaines et chinoises que ce soit technologiquement mais aussi en termes de services.

Ce constat et cette dépendance, je ne peux m'y résoudre, en tant que professionnel de l'Internet parce que les enjeux pour un monde plus soutenable vont se construire dans le digital et dans les univers digitaux de la distanciation (univers virtuel, livraison à distance, mobilité nouvelle, services à distance, etc...). La prévention des risques majeurs évoqués par votre demande de contribution est un enjeu si central je pense pour les années à venir que le monde va se réorganiser autour. Et cette dépendance technologique et de services ne sera pas soutenable pour nos économies européennes et françaises. Nous ne pouvons imaginer que notre avenir se dessine et se décide de l'autre côté de l'Atlantique et que nos citoyens doivent attendre le bon vouloir de compagnies américaines pour prendre en main leur destin et construire la société qu'ils veulent. Or cette dépendance technologique acceptée depuis 25 ans c'est bien de cela qu'on parle !

Fort de constat complexe et qui implique aujourd'hui toute la vie digitale du citoyen européen et français (lorsqu'on ouvre son smartphone on utilise sur sa première page d'applications que des applications 100 % américaines), je me suis mis à imaginer une nouvelle Nation numérique à l'instar de mes lectures sur la data. Un livre comme « Demain, tous estoniens ! » nous raconte le chemin que nous devons emprunter, pas à l'échelle d'une petite nation comme l'Estonie mais à l'échelle Européenne, créer un nouvel écosystème numérique européen, à défaut français qui permette de créer une Europe digitale, indépendante et

souveraine de son Internet dont les standards technologiques et data seront maîtrisés et qui vise à moderniser à la fois les Nations qui la composent mais développer un espace économique nouveau et digital pour les entreprises privées qui y vivent. La tendance peut être lourde de vouloir se fermer des économies mondialisées mais je pense qu'un écosystème maîtrisé est possible tout en restant ouvert au monde qui l'entoure. Un peu comme un logiciel européen dont on ouvrirait des API en fonction des négociations avec le monde extérieur.

Cet écosystème de blockchain ultra sécurisé, vecteur d'un nouveau monde de services publics et privés, cette économie nation digitale, je l'appelle de mes vœux et pour avoir partagé certains projets avec des étudiants et des professionnels du sujet, je crois que les citoyens sont capables de l'entendre. La crise sanitaire ne fait que renforcer cette modernisation nécessaire.

Pour avoir lieu, je crois également que cette Europe digitale serait basée sur des nouveaux fondements, un nouveau projet européen démocratique, qui nécessite le lancement en simultanée de plusieurs initiatives par les pays et des fondements solides et possibles (avènement d'une monnaie digitale européenne, création d'une blockchain d'identité digitale des citoyens, point d'entrée unique sur tout l'écosystème, mise en œuvre d'une blockchain de vote électronique, digitalisation par blockchain de tous les process d'administration publique à l'instar du carnet de santé, une cyberdéfense de cet ensemble, etc...).

Je pense également que cette nouvelle maison digitale pour l'Europe et les pays qui la composent permettraient de renforcer l'appartenance des citoyens à cette histoire commune qui la compose et donnerait un élan nouveau à l'Europe et ses pays membres. Cela passe me semble-t-il non pas par la proposition démocratique nationale mais la présentation d'un projet européen porté par son Président et le soutien de toutes les nations membres à ce projet.

Architecturer un tel projet digital me paraît réaliste et faisable dans les 20 à 30 ans qui viennent, si nous ne le faisons pas nous irons vers des conflits technologiques et des citoyens en colère avec de fortes tensions politiques aux extrêmes. Les Européens sentent bien qu'ils n'ont plus leurs destins en mains et ça leur est insupportable.

J'ai baptisé ma contribution nouveau contrat social du citoyen public et privé. J'aurais probablement dû la baptiser le contrat digital du citoyen européen car c'est bien de cela dont il s'agit : définir les droits et devoirs digitaux du citoyen,

il faut inventer les nouvelles règles de citoyenneté dans cet univers digital au-delà de la construction de cette Europe digitale.

Dès lors que le citoyen a une existence digitale plus forte, l'internet de demain doit en fixer les règles et donc des lois numériques claires.

Voilà ma contribution à votre réflexion que je trouve passionnante et qui adresse la question d'un futur de la distanciation et d'une nouvelle économie numérique à construire. Soyez assuré de ma contribution chaque jour à la construction d'un monde numérique démocratique et une aide sans faille pour mes clients pour évoluer dans ce nouveau monde piloté par la data.